

Confiscation

Al-Siyasa, 25 juillet 1932

Louange à Dieu — le mal a déjà atteint sa propre limite ultime, et l'épreuve même de ce pays, avec celle de son propre peuple, est arrivée à un point n'admettant nul réel accroissement de plus. Et une fois le mal parvenu à sa propre limite ultime, une fois cette même épreuve parvenue à son propre paroxysme, il demeure véritablement certain que des jours plus radieux suivront ces mêmes jours sombres, qu'un espoir radieux effacera les ténèbres mêmes du désespoir, et qu'un souffle libre de liberté apportera un réel soulagement aux lésés, et à ceux qui furent subjugués, dont la seule faute véritable réside en ceci que Dieu les créa libres — pour ne rencontrer, plutôt, que certains individus trouvant un réel plaisir à subjuguer autrui.

Louange à Dieu. Je n'avais jamais véritablement imaginé que la propre dureté de cette même époque, que l'Égypte endure désormais, s'étendrait même au-delà des vivants, jusqu'aux morts, frappant les anciens, après avoir déjà frappé les modernes, dépassant, en tout cela, toute limite véritable, jusqu'à devenir un scandale véritable, une disgrâce, pour ce même pays que l'Orient considérait jadis comme le propre refuge de l'islam, le sanctuaire même du savoir, et la citadelle même des savants — un pays devenu désormais celui que son propre peuple se prépare véritablement à quitter, celui d'où les réfugiés sont véritablement expulsés, celui que ceux qui souhaitent simplement le visiter évitent véritablement de visiter, par crainte de subir un tort véritable, ou de subir quelque réel préjudice. L'Égypte est donc véritablement devenue une demeure impropre aux hommes libres.

J'ai déjà passé heure après heure, lu livre après livre, me suis distrait journal après journal, ai parlé ami après ami, souhaitant véritablement calmer la tempête de colère qui s'est emparée de moi, ce matin même, afin de pouvoir écrire l'esprit véritablement rassuré, apaisé — mais je n'y suis pas parvenu, ni n'ai atteint quoi que ce soit qui ressemble au calme, et à la sérénité posée, que le président du Conseil lui-même a atteint, dans son propre calme état des choses, et son propre ordre établi. Tous ont lu, ce matin même, que le gouvernement a confisqué l'Histoire de Bagdad — car l'un de ses propres volumes, non encore entièrement imprimé, contient des propos sur Abou Hanifa qui n'ont pas satisfait le Grand Cheikh d'al-Azhar lui-même.

Les hommes ont déjà lu cela, en Égypte — et le liront demain, en Palestine et au Levant ; le liront, après-demain, en Irak, et dans les pays arabes ; le liront en Inde ; le liront en Afrique, puis en Europe et en Amérique — et ce même front égyptien, radieux, lumineux, pur, jusqu'à cet instant même, se verra marqué de la marque même de la disgrâce, et de la honte. On dira, dans chaque coin de la terre, parmi les cercles savants d'Orient comme d'Occident, que le gouvernement égyptien, au vingtième siècle, a confisqué un livre que les musulmans admiraient depuis neuf siècles, un livre que les orientalistes se sont jetés à étudier, et à traduire, un livre que tout chercheur véritable en histoire, et en savoir, aurait souhaité obtenir — confisqué par le gouvernement, ses propres exemplaires emportés en voitures, jusqu'au ministère de l'Intérieur, pour être déchirés, ou brûlés, ou jetés dans le Nil. Confisqué, parce que le Cheikh d'al-Azhar fut mécontent de ce que son propre auteur avait dit, ou rapporté, sur Abou Hanifa. C'en est trop. Voilà un véritable excès.

Ceux qui ravagent la liberté, subjuguent les hommes, dilapident la liberté d'opinion, et foulent aux pieds la dignité même de la raison, devraient au moins véritablement se souvenir de la propre dignité de leur pays, et considérer que tout ce qu'ils font désormais au propre livre d'al-Khatib al-Baghdadi laissera chaque Égyptien véritablement humilié, dès l'instant où il rencontrera quelque savant, d'Orient ou d'Occident. Si les propres maîtres d'aujourd'hui tiennent si bon marché la valeur de la liberté, et les propres droits de la patrie, qu'ils craignent au moins Dieu, pour la propre réputation de leur pays, et épargnent aux propres fils de l'Égypte d'avoir jamais à courber leur propre tête, devant les fils du Levant et de l'Irak, de honte, et de disgrâce.

Qu'est-ce que cela ?! Je puis véritablement comprendre que des partis politiques s'opposent à des partis politiques ; je puis comprendre que les partis au pouvoir aillent à l'excès, en combattant les partis d'opposition ; je puis comprendre que des écrivains soient punis, des journaux suspendus, et fermés, des professeurs écartés de leur propre chaire universitaire, les propres livres d'auteurs vivants confisqués, leurs propres noms traînés dans la disgrâce, le Parlement lui-même convoqué contre eux. Je puis comprendre tout cela — car cela repose, si mal que ce soit, sur une réelle rivalité politique, bâtie sur la simple passion, et la vengeance impulsive — mais demeure, en tout cas, une réelle rivalité politique, qui peut véritablement se comprendre, véritablement s'expliquer, et, en particulier, véritablement se combattre.

Mais la chose que je ne puis véritablement comprendre — ni ne peut la comprendre, l'accepter, ou la supporter aucun homme de conscience véritablement vivante — c'est que des livres de pur savoir, déjà devenus un véritable trésor de la raison humaine tout entière, soient confisqués, simplement parce que le Cheikh d'al-Azhar en fut mécontent. Et où donc était la propre indignation du Cheikh d'al-Azhar, au nom d'Abou Hanifa, et des autres savants musulmans hormis lui, pendant tout ce temps ? Il existe, dans les propres livres de littérature, et d'histoire, une quantité de propos tenus sur ces mêmes imams — les uns plaisants, les autres déplaisants.

Le Livre des chants lui-même contient de véritables calomnies, attribuées aux imams eux-mêmes, et des récits accusant véritablement Abou Hanifa de frivolité, de festins, et de consommation de vin. Nahj al-Balagha lui-même contient un langage véritablement dur, dirigé contre d'éminents Compagnons, et les califes bien guidés. Le Cheikh d'al-Azhar souhaite-t-il, alors, que ces mêmes livres soient confisqués aussi, et que les hommes se voient privés de la lecture même de l'histoire, et de la littérature, simplement parce qu'il en est lui-même mécontent ? Le Cheikh d'al-Azhar souhaite-t-il que les livres chiites soient confisqués, parce qu'ils contiennent des attaques contre les sunnites ? Et que les livres sunnites soient confisqués, parce qu'ils contiennent des attaques contre les chiites ? Le Cheikh d'al-Azhar souhaite-t-il que les livres des juristes, dans toute leur propre diversité, soient confisqués aussi, puisque les juristes se disputent en matière de droit, et s'accusent mutuellement ? Où le Cheikh d'al-Azhar souhaite-t-il nous mener ? Et à quel degré le gouvernement lui-même souhaite-t-il complaire au Cheikh d'al-Azhar ?

La propre histoire d'al-Khatib al-Baghdadi se révèle véritablement étrange en effet : il fut jadis hanbalite, avant de se convertir à l'école chaféite — et la majorité hanbalite, à Bagdad, en vint à le détester pour cela, incitant d'autres contre lui, et complotant contre lui, le contraignant, à un moment donné, véritablement à fuir Bagdad, cherchant plutôt refuge sous la propre bannière des Fatimides. Mais il eut à peine atteint Damas que les Fatimides eux-mêmes complotèrent pour le tuer — car il appartenait aux sunnites, non aux chiites — et il quitta donc la ville, craintif, sur ses gardes, fuyant déguisé, jusqu'à atteindre enfin Alep. Là, il apprit que les choses s'étaient déjà arrangées, à Bagdad, et y retourna donc, recouvrant sa propre haute position d'antan, et y mourut, entouré d'une réelle vénération, et d'un réel honneur.

Tout cela survint au cinquième siècle de l'Hégire, au onzième siècle de l'ère chrétienne — considérez donc ce qui survient désormais, au quatorzième siècle de l'Hégire, au vingtième siècle de l'ère chrétienne, dans la ville même du Caire, jadis refuge du savoir islamique, et de la littérature arabe, lorsque les Turcs, et les Tatars, les traquaient jadis.

Notre propre Grand Cheikh — pour autant que je comprenne — suit lui-même l'école chaféite, mais aime Abou Hanifa, et s'indigne pour lui, plus encore que ne le font les hanafites eux-mêmes, leur propre Mufti d'Égypte y compris. Il aime Abou Hanifa, s'indigne pour lui, et persécute donc, pour sa cause, un confrère chaféite comme lui, ordonnant que son propre livre soit confisqué, sans même consulter les savants hanafites à ce sujet, ni interroger leur propre chef, le Mufti, à tout le moins. Qu'est-ce que cela ?! Si l'injustice doit être faite, que cette même injustice soit au moins organisée. Si la confiscation des livres du savoir se révèle véritablement inévitable, que des règles claires, et bien définies, soient au moins établies pour cette même confiscation, afin que les hommes sachent au moins d'où leur viendra leur propre mal.

Qu'est-ce que cela ?! Le Pape lui-même a renoncé à confisquer les livres, il y a bien longtemps, se contentant, plutôt, de simplement interdire, aux fidèles, tous les livres que l'Église elle-même désapprouve. Pourquoi donc notre propre Grand Cheikh ne pourrait-il pas se contenter de simplement interdire aux musulmans la lecture des livres qu'il désapprouve lui-même, demeurant ainsi dans les limites mêmes que Dieu lui a fixées : ordonner ce qui est convenable, et interdire ce qui est blâmable, rien de plus ? Qu'est-ce que cela ?! Quelle est cette même précipitation étrange dont le gouvernement a fait preuve, en exécutant ce même ordre azharite étrange ? Al-Khatib al-Baghdadi n'a nul ambassadeur américain, ou français, pour le protéger — son propre livre est donc confisqué, sans nulle clémence, nulle douceur, nulle patience — tandis que les propres livres de l'Université américaine jouissent d'une liberté complète, circulant librement, entre les propres mains des lecteurs.

Qui accordera au savoir sa propre protection ? Qui accordera aux savants leur propre protection ? Qui accordera aux propres livres des ancêtres une protection, contre précisément ce genre d'agression ?

De quel droit véritable ce même livre est-il confisqué, tandis que les librairies étrangères regorgent de livres véritablement pleins d'incrédulité, et d'athéisme, regorgent de traductions du Coran

véritablement pleines d'erreur, et de distorsion, regorgent de livres véritablement écrits pour démolir la religion elle-même, et attaquer l'islam en particulier ? La propre main du Cheikh, et celle du gouvernement, faillirait-elle à atteindre ces mêmes livres, pour s'étendre plutôt vers le pauvre livre d'al-Baghdadi ? De quel droit véritable ce même livre est-il confisqué, sa propre lecture interdite au peuple de Palestine, du Levant, de l'Irak, et à d'autres musulmans encore, qui ne doivent nulle réelle allégeance au Cheikh d'al-Azhar, ni nulle réelle obéissance à Sidqi Pacha ? Si l'injustice doit véritablement être faite, que les Égyptiens seuls en soient lésés — puisque le Cheikh d'al-Azhar est l'un d'eux, et Sidqi Pacha aussi — qu'eux seuls se voient interdire d'acheter ce même livre, et que son propre imprimeur reçoive l'ordre de ne le vendre qu'au-delà des frontières, de ce même royaume égyptien libre.

Mais que le Cheikh d'al-Azhar tyrannise tous les musulmans, et les non-musulmans à la fois, et que Sidqi Pacha tyrannise tous les Égyptiens, et les non-Égyptiens à la fois, voilà une chose dont on ne peut dire, au minimum, qu'elle est véritablement dénuée de tout goût. Le Cheikh d'al-Azhar, et le gouvernement avec lui, ont-ils véritablement évalué la somme même d'argent que le propre imprimeur de ce livre a déjà dépensée, ayant achevé douze volumes de celui-ci, le plus petit ne comptant pas moins de quatre cents pages ? Le Cheikh d'al-Azhar, et le gouvernement, jugent-ils véritablement équitable, ou véritablement agréable à Dieu et à Abou Hanifa lui-même, que le propre effort de cet homme, et son propre argent, soient gaspillés, sans nulle réelle enquête, ni nulle réelle investigation ?

Et si les propres livres que nous lisons, et les propres opinions que nous tenons, doivent véritablement nous être imposés, pourquoi le Cheikh d'al-Azhar ne s'accorde-t-il pas simplement avec le gouvernement pour promulguer une loi véritable, interdisant aux hommes d'imprimer aucun livre, ou de publier aucun chapitre, avant que cette même nouvelle autorité religieuse — que la religion elle-même n'a jamais connue — n'accorde sa propre permission ? Une telle loi, si le gouvernement venait à la promulguer, épargnerait au moins aux hommes leur propre effort, et leur propre argent, et dissuaderait Orient et Occident d'imprimer jamais leurs propres livres, et les propres livres des anciens, dans la ville du Caire — où la propre volonté du Grand Cheikh gouverne déjà ce qui peut être imprimé, et ce qui ne le peut, ce qui peut être lu, et ce qui ne le peut.

Ô Dieu, sois témoin que les choses, en Égypte, ont déjà atteint un point véritablement indigne de la dignité morale, indigne de la dignité de

la raison, indigne de la propre dignité de la patrie, et indigne de la dignité humaine elle-même. Ce n'est nulle marque de dignité morale, qu'un homme, ou plusieurs hommes, aillent, dénonçant le propre éditeur de ce même livre, auprès du Cheikh d'al-Azhar, lui transmettant des pages dont ils savent eux-mêmes qu'elles le déplairont, afin qu'il ordonne la confiscation du livre, gaspillant le propre effort de cet éditeur, et son propre argent, et ceux de ses propres associés, et tout ce qu'ils avaient espéré, au service du savoir, et des savants à la fois. Ce n'est nulle marque non plus de la dignité de la raison, qu'un seul homme contrôle les propres fruits de la raison elle-même, si savant soit-il, si grand philosophe soit-il, si sage éclairé soit-il — combien plus alors, lorsque cet même homme est le Cheikh al-Zawahiri lui-même, et nous savons déjà exactement qui est le Cheikh al-Zawahiri, et ce qu'il représente véritablement, mesuré même face au moindre des propres élèves d'al-Baghdadi, sans même parler d'al-Khatib al-Baghdadi lui-même.

Non — ce n'est nulle marque de la dignité de la raison, qu'un seul homme détienne un tel contrôle, fût-il le Cheikh d'al-Azhar lui-même, ni que mille hommes détiennent un tel contrôle, fussent-ils les cheikhs de mille al-Azhar, sur tout ce que la raison elle-même produit, et tout ce que les hommes eux-mêmes lisent. Ce n'est nulle marque non plus de la propre dignité de la patrie, que l'Égypte devienne la disgrâce même de l'Orient, qu'un savant dise à un autre, à Damas, ou à Bagdad, ou à Paris, ou à Berlin, ou à Londres : n'envoyez pas ce même livre en Égypte, ne publiez pas ce même livre en Égypte — car il s'y trouve, là, dans quelque chambre, un homme à la barbe, un turban sur sa propre tête, capable d'émettre un ordre qu'un gouvernement constitutionnel obéira dûment, un gouvernement qui déclare, à Genève, reposer sur le fondement même de la démocratie moderne. Et cet même homme accroupi, avec sa propre barbe, son propre turban, peut annuler entièrement votre propre livre, peut en faire un butin pour les flammes, ou une pâture pour les poissons du Nil heureux. Ne saviez-vous pas ? Il a déjà confisqué l'Histoire de Bagdad.

Le gouvernement sait-il même que des professeurs orientalistes, d'Allemagne, de France, et d'Angleterre — voire de Norvège, et du Danemark aussi — considèrent Le Caire comme le centre même de la vie littéraire, et savante, en Orient, et y publient donc des livres tels que l'Histoire de Bagdad elle-même, des ouvrages contenant à la fois ce qui plairait au Cheikh, et ce qui le déplairait ? Le gouvernement souhaite-t-il que ces mêmes livres soient confisqués aussi, exposant la propre disgrâce

de l'Égypte, à travers l'Europe et l'Amérique ? Ou le gouvernement souhaite-t-il que ces mêmes livres soient laissés en paix, appliquant une mesure à l'Occident, et une mesure différente à l'Orient ? Ce n'est nulle marque non plus de la dignité humaine, que ces mêmes millions d'esprits éclairés, à travers l'Orient et l'Occident, deviennent de simples jouets, entre les propres mains du Cheikh d'al-Azhar — nourris de tout le savoir qu'il lui plaît, privés de tout le savoir qu'il lui plaît, sans qu'il n'enquête ni n'investigue jamais quoi que ce soit — que dis-je — sans même qu'il ne le lise jamais véritablement.

Si le Cheikh d'al-Azhar avait effectivement lu l'Histoire de Bagdad, depuis le moment même où ses propres éditeurs commencèrent à la diffuser parmi les hommes, il en aurait déjà ordonné la confiscation depuis longtemps. Et si le Cheikh d'al-Azhar avait su que l'État lui-même publie déjà, avec l'argent même des musulmans, à la Bibliothèque nationale égyptienne, des livres sans nulle réelle comparaison avec l'Histoire de Bagdad, dans exactement le genre de matière susceptible de le déplaire, il aurait déjà pétitionné le gouvernement, pour qu'il cesse de publier ces mêmes livres, et pour qu'il confisque tout ce qui en a déjà été publié. Dieu ! Dieu ! Voici l'Égypte, au vingtième siècle, bannissant d'elle-même les propres livres du savoir, quand, au quatorzième siècle, les livres même du savoir trouvaient refuge en elle. Dieu ! Dieu ! Voici l'Égypte, encore à l'ombre du propre trône de Muhammad Ali, et de sa propre dynastie, désormais destinée à devenir la terre de l'ignorance, la demeure de l'injustice, la prison même de la raison — quand l'Égypte, aux jours des Mamelouks, fut jadis la terre du savoir, la patrie des savants ! En elle fleurissaient jadis la littérature, le savoir, et l'art, et vers elle fuyait jadis Ibn Khaldoun, échappant à l'injustice des rois d'Afrique du Nord.

Tout demeure possible, en Égypte : elle prend du retard, exactement quand chaque pays autour d'elle avance ; elle brille, exactement quand le monde entier s'obscurcit. Vers qui donc le savoir se tournera-t-il pour sa propre protection ? À qui se plaindra-t-il ? Sur qui s'appuiera-t-il, ayant déjà perdu son propre champion, et son propre soutien, l'Égypte elle-même devenue trop étroite pour le contenir — l'Égypte, qui jadis l'accueillit, deux fois, le préserva, pour le monde entier, deux fois, et le protégea, de l'ignorance et des ignorants, deux fois : une fois, à l'époque d'Alexandre, et une autre fois, à l'époque des Mamelouks ?

Ô Dieu — si Sidqi Pacha, et son propre gouvernement, et le Parlement lui-même, acceptaient véritablement cette même disgrâce, et

cette même honte, pour l'Égypte, alors le propre fils d'Ismâïl, l'héritier même de Muhammad Ali, le fondateur même de l'Université, celui qui ranima la Société géographique, le fondateur de ses divers instituts scientifiques, demeure bien trop jaloux de la dignité égyptienne, pour jamais accepter pour elle cette même disgrâce, et cette même honte. Vers lui seul le savoir doit désormais se tourner, ayant déjà perdu son propre champion, et son soutien, en Égypte ; à lui seul al-Khatib al-Baghdadi lui-même doit déposer sa propre plainte, contre le ministre de l'Intérieur, et le Cheikh d'al-Azhar — et lui seul demeure véritablement capable de rendre justice à al-Khatib al-Baghdadi, contre le Cheikh d'al-Azhar, fût-il le Cheikh al-Zawahiri lui-même, et contre le ministre de l'Intérieur, fût-il Sidqi Pacha lui-même.